

GRUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE  
DES INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)  
Première réunion de niveau ministériel de 2024  
27 juin 2024  
Asunción, Paraguay

OEA/Ser.E  
GRIC/M.1/doc.70/24  
10 juillet 2024  
Original : espagnol

## PROCÈS-VERBAL<sup>1</sup>

La première réunion de niveau ministériel du Groupe d'évaluation de la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC) de 2024 a eu lieu le jeudi 27 juin à Asunción (Paraguay), à l'occasion de la cinquante-quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États Américains (OEA). La réunion a été présidée par monsieur Roberto Álvarez, Ministre des relations extérieures de la République dominicaine. Les délégations de 32 pays y ont participé. Dans le cadre de cette réunion, les participants ont abordé les priorités continentales en vue du Dixième Sommet et de la célébration du trentième anniversaire du Premier Sommet des Amériques. L'ordre du jour et le calendrier ont été publiés sous les cotes [GRIC/M.1/doc.67/24](#) et [GRIC/M.1/doc.68/24](#) respectivement. La liste des participants a été publiée sous la cote [GRIC/M.1/doc.69/24](#).

### **1. Allocution de monsieur Roberto Álvarez, Ministre des relations extérieures de la République dominicaine, Présidence du GRIC**

La Présidence a tout d'abord souligné son engagement envers le multilatéralisme et la conviction que ce n'est qu'en déployant des efforts plus importants et plus efficaces en matière d'intégration régionale que l'on pourra résoudre les défis persistants auxquels la région est confrontée. Elle a indiqué qu'elle voudrait que le Dixième Sommet soit inclusif et horizontal, et que des consultations sont déjà en cours avec les divers acteurs du Processus des Sommets des Amériques pour établir le programme continental.

Elle a également annoncé une fête pour célébrer le trentième anniversaire du Sommet des Amériques, qui aura lieu les 11 et 12 décembre 2024 à Punta Cana, un moment qu'elle estime propice à une réflexion sur les leçons tirées des Sommets précédents et à l'établissement de la marche à suivre.

La Présidence s'est référée à la gouvernance démocratique de la région, notant la régression ou la récession de la démocratie à cause notamment de l'insécurité publique, de l'inégalité sociale et d'un système économique dépendant d'industries à faible valeur ajoutée. Elle a lancé un appel à ne pas accepter de solutions à l'insécurité qui compromettent la démocratie et les droits de la personne, soulignant que des solutions durables et à long terme sont nécessaires.

---

1. L'enregistrement de la réunion est disponible en cliquant sur [le lien suivant](#).

Malgré les écueils, elle a souligné le fait que l'Amérique latine n'est pas en proie à de graves conflits interétatiques et qu'elle est plus démocratique que d'autres régions en développement, soulignant les ressources naturelles stratégiques qu'elle possède, dont certaines sont essentielles à la transition énergétique verte. Elle a également mentionné l'importance de l'Amazonie en tant que poumon vert du continent et lieu ayant la plus grande biodiversité à l'échelle mondiale.

La Présidence s'est référée aux événements qui se sont produits à La Paz (Bolivia) le 26 juin 2024, qu'elle a définis comme une tentative d'altération de l'ordre constitutionnel du pays. Elle a exprimé le rejet de ce qui s'est passé et a ajouté que l'interruption de quelque mandat constitutionnel que ce soit ou l'altération de l'ordre constitutionnel n'ont pas leur place dans le Continent américain.

Enfin, elle a réitéré l'engagement de la Présidence à faire du Dixième Sommet des Amériques un événement sans précédent et catalyseur de changement positif dans la région, dans le but de construire une Amérique plus inclusive, prospère et équitable pour tous ses citoyens. Le discours d'ouverture du Ministre Álvarez a été publié sous la cote [GRIC/M.1/INF.28/24](#).

## **2. Allocution de monsieur Luis Almagro, Secrétaire général de l'OEA**

Le Secrétaire général de l'OEA a souligné les défis persistants auxquels la région est confrontée, comme l'inégalité, la pauvreté et l'insécurité, ainsi que la nécessité de réaffirmer la démocratie et de promouvoir les droits de la personne. Elle a indiqué que des questions émergentes comme le changement climatique et l'intelligence artificielle seront également présentes au prochain Sommet des Amériques.

Il a mentionné que les Sommets des Amériques ont contribué de façon significative au renforcement du système interaméricain, soulignant des succès comme la Charte démocratique interaméricaine et la Convention interaméricaine contre la corruption. Il a souligné l'Engagement de Lima "Gouvernance démocratique contre la corruption" et le récent Plan d'action sur la santé et la résilience dans les Amériques.

Le Secrétaire général a également souligné l'importance de la participation d'acteurs non étatiques, comme la société civile, la jeunesse, le secteur privé et les organisations de femmes et d'Autochtones, au Processus des Sommets.

Il a terminé en souhaitant bien du succès au Gouvernement de la République dominicaine et à tous les États participant au Dixième Sommet, réitérant l'engagement du Secrétariat général et du Secrétariat aux Sommets des Amériques à renforcer la participation de tous les acteurs concernés et à obtenir les meilleurs résultats pour la région et ses habitants. Le discours du Secrétaire général de l'OEA a été publié sous la cote [GRIC/M.1/INF.29/24](#).

## **3. Dialogue ouvert entre mesdames et messieurs les ministres des relations extérieures**

La délégation du Guyana a souligné, en ce qui concerne le trentième anniversaire du Sommet des Amériques, l'importance de réfléchir au Processus des Sommets et d'évaluer les réussites de ces trois décennies. Elle s'est dite d'avis que la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le renforcement des systèmes alimentaires et agroalimentaires sont des questions prioritaires, de même que l'élargissement de l'accès au financement pour le développement, y compris l'adaptation au

changement climatique et la réduction de ses effets, pour encourager la résilience et la durabilité. Elle a également affirmé l'importance que revêtent la sécurité énergétique et la nécessité de faciliter l'investissement dans des énergies propres. Elle s'est référée à la nécessité de renforcer les systèmes de gouvernance dans le but d'institutionnaliser encore plus la démocratie et l'État de droit. Elle a terminé en évaluant le Processus des Sommets des Amériques en tant que mécanisme collectif visant à atteindre le développement durable des Amériques. L'intervention du Guyana a été publiée sous la cote [GRIC/M.1/INF.34/24](#).

La délégation du Guatemala a soutenu que les Sommets des Amériques ont été étroitement liés au renforcement des démocraties dans les Amériques. La gouvernance démocratique, la santé intégrale, l'environnement, les énergies renouvelables, la transformation numérique, la migration sûre, ordonnée et régulière, la lutte contre la corruption et la sécurité alimentaire sont des questions vastes –a-t-elle affirmé– mais d'intérêt pour tous les pays du Continent. Elle a salué les efforts mis de l'avant pour relier le Processus des Sommets aux processus ministériels interaméricains et aux réunions sectorielles, ce qui permettra de tirer le plus grand parti des ressources disponibles, cherchant des synergies et alignant les programmes de façon à répondre aux besoins et aux intérêts de notre Continent. Le Guatemala a réitéré son engagement à élaborer un programme de coopération qui profite à toutes les populations du Continent et qui assure une continuité aux travaux réalisés. L'intervention du Guatemala a été publiée sous la cote [GRIC/M.1/INF.33/24](#).

La délégation de la Colombie a fait part de ses attentes concernant la phase préparatoire du Dixième Sommet, de pouvoir partager des données d'expériences et se mettre d'accord sur certains points en vue de proposer des solutions à des questions cruciales qui méritent de faire l'objet de discussions par tous les chefs d'État et de gouvernement du Continent américain. Au nombre de ces questions, elle a mentionné l'intégration régionale, le développement durable, l'égalité de genre, l'éducation, la crise environnementale et climatique, la criminalité transnationale organisée, la crise de mobilité humaine, l'inégalité et la pauvreté. Elle a terminé en lançant un appel pour qu'on garantisse qu'au prochain sommet, la voix de toutes les nations qui composent les Amériques soit entendue.

La délégation du Costa Rica a parlé de l'importance de continuer à s'occuper des questions régionales prioritaires, soulignant le phénomène de la migration, pour lequel une coopération plus importante, plus effective et solidaire est nécessaire pour relever les défis associés aux flux migratoires. Elle a réitéré son appel pour que la mobilité humaine soit abordée selon une approche de responsabilité partagée, de façon à ce que les pays de transit reçoivent le soutien international nécessaire pour continuer à garantir une migration sûre, ordonnée, régulière et humaine. Elle a abordé l'importance de tenir un dialogue fréquent et constant avec tous les acteurs concernés dans le cadre du Processus des Sommets, pour contribuer à la priorité des critères et appuyer la prise de décisions de façon inclusive et équitable. L'intervention du Costa Rica a été publiée sous la cote [GRIC/M.1/INF.32/24](#).

La délégation de l'Équateur a souligné l'intérêt que présente pour son pays le programme environnemental et de lutte contre le changement climatique, lequel encadre les travaux qui ont mené à l'adoption du Plan d'action, Notre avenir durable et vert, et le groupe technique *ad hoc* qui assure le suivi de la mise en œuvre de celui-ci. Elle a en outre souligné l'importance de la transition énergétique juste pour le développement des sociétés. Elle a terminé en soulignant la nécessité d'avoir une véritable intégration régionale qui permette la mise en œuvre des mandats.

La délégation de la Bolivie a commencé en remerciant la Présidence de s'être référée, au début de la réunion, à la tentative de coup d'État contre le Président Luis Arce Catacora, qui s'est produit dans la ville de La Paz le mercredi 26 juin 2024. Elle a également remercié les pays d'avoir réagi rapidement. En ce qui concerne les priorités thématiques régionales, elle s'est référée au fait qu'en dépit du degré élevé de développement atteint par certains pays de la région, nous n'avons pas réussi à progresser suffisamment pour éliminer les inégalités sociales et la pauvreté. En ce qui concerne le Processus des Sommets, elle a fait part de son intérêt à inclure toutes les voix aux dialogues régionaux, expliquant qu'au-delà des positions politiques, il existe des défis communs auxquels il faut s'attaquer conjointement. Elle a ajouté qu'on est en présence d'une crise structurelle et systémique du capitalisme évidente vu la variété de crises simultanées auxquelles la région est confrontée. La réponse de cette dernière nécessite les voix de tous les pays des Amériques.

La délégation du Brésil a souligné l'urgence d'appliquer un programme de développement intégré comportant des mesures de lutte contre la faim et la pauvreté, d'élimination des inégalités et de lutte contre l'insécurité alimentaire. Elle a souligné qu'il faut assurer la complémentarité entre le Processus des Sommets et le programme de l'OEA, affirmant que l'intégration de ces deux dynamiques est vitale si l'on veut renforcer la coordination dans la région en évitant la duplication des efforts et en garantissant une utilisation efficiente et efficace des ressources au profit de toutes les populations. Elle a terminé en affirmant que la tenue, en République dominicaine, en décembre 2024, d'un événement pour célébrer le trentième anniversaire du Processus des Sommets constituera une occasion unique de faire un bilan des réussites et des défis qui restent à relever dans le suivi des engagements assumés lors des Sommets.

La délégation des États-Unis a souligné les résultats du Neuvième Sommet des Amériques, de même que le processus de collaboration établi pour assurer le suivi de la mise en œuvre des mandats adoptés à Los Angeles en 2022 : les groupes techniques *ad hoc*. Elle a soutenu que les réunions de ces groupes, qu'elle a qualifiées de novatrices, ont rassemblé des experts techniques des gouvernements et la société civile, le secteur privé, les jeunes de toute la région pour trouver des solutions et partager les meilleures pratiques. Elle a remercié la Présidence de s'être engagée à tenir un Sommet pour examiner les contributions de tous les acteurs participant au Processus des Sommets pour établir les priorités de la région, et d'être disposée à accroître la portée et l'inclusion du Processus en rendant le Sommet des Villes une partie récurrente de celui-ci. En ce qui concerne le trentième anniversaire du Premier Sommet des Amériques, elle a soutenu qu'au début du Processus des Sommets on s'attendait à ce que les dirigeants des démocraties de la région travaillent de concert en véritables partenaires en faveur de la prospérité. C'est pourquoi elle a conclu en invitant les délégations à continuer à réfléchir, à établir des priorités et à travailler de concert avec tous les acteurs participant au Processus afin de garantir que les engagements, mandats et initiatives soient inclusifs, que des débouchés soient créés et que ces acteurs représentent les communautés de la région.

La délégation d'El Salvador a affirmé que le moment est opportun pour commémorer et reconnaître les progrès réalisés et les succès pertinents facilités par le Processus, mais que ce moment est également opportun pour faire un bilan des domaines dans lesquels des améliorations peuvent être apportées pour le rendre plus effectif et pour rendre son incidence sur les sociétés plus réelle, pour établir comment il peut être coordonné plus étroitement avec d'autres espaces et processus de l'OEA dans le but de renforcer les ressources, comment l'interlocution et la coordination du travail avec les organismes qui font partie du GTCC, notamment, peuvent être améliorées. Elle a également parlé de la nécessité de reconnaître qu'une région dans laquelle prévalent l'insécurité, la corruption et la

pauvreté ne peut pas aspirer à consolider son développement durable ni la jouissance des droits pour toute la population sans discrimination. Elle a soutenu que la lutte contre les bandes criminelles et contre la criminalité organisée, sous toutes ses formes, nécessite une coopération régionale accrue et l'allocation de ressources plus importantes, étant donné qu'elle constitue dans de nombreux pays le principal obstacle à la croissance économique, empêchant ou renversant les progrès réalisés dans d'autres domaines. Elle a ajouté que d'autres questions prioritaires pour accroître la résilience du Continent américain sont le changement climatique, la gestion des risques de catastrophe et la préparation au monde de l'avenir, dans lequel la formation et les nouvelles technologies indiqueront la marche à suivre pour moderniser nos sociétés. Elle a terminé en soulignant l'urgence que revêt la migration, laquelle constitue un défi commun qui nécessite notre attention collective.

La délégation du Paraguay a soutenu, récapitulant les succès du Neuvième Sommet des Amériques, qu'il reste encore beaucoup à faire et que c'est pourquoi elle juge important de continuer à mettre en œuvre les engagements politiques assumés au profit de leurs peuples. Elle a ajouté qu'il est important de poursuivre les travaux visant à optimiser encore plus la coordination entre le Processus des Sommet des Amériques, les réunions ministérielles interaméricaines et les activités ordinaires de l'OEA. L'intervention du Paraguay a été publiée sous la cote [GRIC/M.1/INF.35/24](#).

La délégation du Suriname a souligné l'importance de renforcer la gouvernance démocratique, l'État de droit et les droits de la personne, le développement durable et les progrès économiques et a affirmé qu'il est par conséquent nécessaire de renforcer les échanges sur le plan régional en matière de commerce et d'investissement. Elle a affirmé l'importance d'établir des objectifs réalistes, dotés d'un échéancier clair et de modalités financières qui permettent de les atteindre. Elle a terminé en parlant de la nécessité d'utiliser une approche coordonnée qui permette, sous le leadership de l'OEA, de travailler avec le GTCC pour aligner la planification, le développement et le financement de façon objective et coordonnée et y allouer des ressources. L'intervention du Suriname a été publiée sous la cote [GRIC/M.1/INF.36/24](#).

La délégation du Canada a fait part de ses attentes relativement au Dixième Sommet pour qu'il reflète la diversité de la région, laquelle est à son avis une force collective. Elle a exprimé son appui à l'inclusion d'une diversité de voix à toutes les étapes du Processus des Sommets, étant donné que c'est une occasion d'aborder les besoins de groupes vulnérables, notamment les femmes et les filles, les peuples autochtones, les personnes d'ascendance africaine et les personnes migrantes. Elle a ajouté que dans l'établissement des priorités régionales, il sera important que les États participants s'engagent dans des consultations importantes et transparentes auxquelles participeront tous les acteurs participant au Processus des Sommets. En ce qui concerne les priorités thématiques, elle favorise l'inclusion des droits de la personne et la défense des valeurs démocratiques à l'ordre du jour du Dixième Sommet. L'intervention du Canada a été publiée sous la cote [GRIC/M.1/INF.30/24](#).

La délégation du Chili a affirmé qu'au cours des 30 ans qui se sont écoulés depuis le Premier Sommet, les sociétés de la région ont changé. Elle a ajouté que depuis lors, la lutte contre le problème de la sécurité publique et contre la criminalité organisée est devenue fondamentale pour assurer la paix et la stabilité, ce qui en fait un défi qui doit être abordé conjointement et de façon coordonnée. Elle a mentionné d'autres domaines thématiques prioritaires comme la perspective de la parité de genre, l'équité, la gestion des catastrophes, la santé, la gouvernance démocratique, l'éducation, entre autres. Elle a terminé en soulignant l'importance d'accorder la priorité à la gestion des urgences qui peuvent miner les réussites obtenues jusqu'à maintenant. L'intervention du Chili a été publiée sous la cote [GRIC/M.1/INF.31/24](#).

La délégation du Panama a souligné les efforts mis de l'avant pour relier les processus ministériels interaméricains avec le Processus des Sommets des Amériques. Pour ce qui est du trentième anniversaire du Processus des Sommets, elle a souligné ce que ce processus a apporté au cadre juridique et politique dans des domaines pertinents pour les Amériques comme la gouvernance démocratique, la santé et la résilience, l'environnement, la lutte contre la corruption, l'énergie et l'avenir vert, de même qu'à des mesures étatiques et autres permettant le progrès et la mise en œuvre de ces mesures.

La délégation de l'Argentine a souligné l'importance de continuer à travailler en faveur de la démocratie, des droits de la personne, de la gouvernance transparente et des bonnes pratiques en matière de réglementation, de la lutte contre la corruption et du renforcement de l'État de droit. Elle a ajouté que pour atteindre le développement, il est essentiel de disposer d'institutions prévisibles, de jouir de droits individuels, de la sécurité, la liberté et la suprématie de la loi.

La délégation du Pérou a affirmé que la région est confrontée à de multiples défis liés à l'inégalité, à l'insécurité et à l'érosion des institutions démocratiques. Elle a souligné qu'il est essentiel que tous les pays continuent de faire rapport des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements assumés lors des derniers Sommets. Plus spécifiquement, elle a invité les délégations à continuer de faire rapport des progrès réalisés sur la plateforme virtuelle du Mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima "La gouvernance démocratique face à la corruption", que le Pérou, qui assumait la Présidence du Huitième Sommet, a cédée au Secrétariat général de l'OEA et qui est actuellement administrée par le Secrétariat aux Sommets. Elle a affirmé que le rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mandats est essentiel pour promouvoir de meilleures initiatives de coopération régionale destinées à bâtir un avenir plus durable, résilient, juste et équitable.

La délégation de la Jamaïque a affirmé que le Processus des Sommets fournit une plateforme pour poursuivre la collaboration dans des domaines cruciaux, comme la résilience de la santé, la sécurité alimentaire, la transformation numérique, la transition énergétique, l'action climatique, la démocratie, la migration et l'inclusion. Elle s'est référée à l'importance de bâtir un fort consensus sur un programme interaméricain viable qui vise à aborder les défis qui se présentent et qui permette de comprendre les solutions possibles pour obtenir le développement durable de notre région.

La délégation du Mexique a affirmé que la commémoration du trentième anniversaire du Premier Sommet permet de réfléchir aux succès et aux défis communs et d'effectuer le travail multilatéral nécessaire sur les leçons tirées et les priorités en vue d'un multilatéralisme qui profite aux citoyens. Elle a réitéré l'importance que le Sommet des Amériques soit un espace inclusif, focalisé sur les défis partagés et sur la mise en œuvre dans la région de mesures de coopération qui profitent à tous. Elle a souligné son rôle dans l'adoption et la mise en œuvre de la Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection, ainsi que dans l'incorporation de personnes réfugiées dans le marché du travail formel du pays. Elle a terminé en affirmant que la Présidence a l'occasion de faire que les travaux réalisés dans le cadre du Processus des Sommets soient complémentaires à ceux qui sont réalisés au sein du système interaméricain plutôt que similaires, afin que les deux espaces se nourrissent l'un de l'autre et aient chacun un effet catalyseur sur l'autre, de façon à ce que tous les États de la région construisent ensemble en développement de plus en plus durable.

#### **4. Réflexions finales, autres questions et clôture de la réunion**

Étant donné que plus personne ne demande à prendre la parole, la Présidence a remercié les délégations pour leur participation ainsi que pour les positions qu'elles ont exposées. Il a déclaré terminée la réunion à 10 h 10.